



CHÔMAGE ET AUSTÉRITÉ EN BELGIQUE

Comment réagir face à la crise?

Les prévisions économiques de la rentrée se veulent rassurantes: la reprise de l'économie et du commerce pointerait à l'horizon. Concernant la fiabilité des prévisions des experts bourgeois, les deux dernières années nous ont appris combien on pouvait s'y fier. Quant à la réalité de la situation économique et sociale après le tsunami de la récession de 2008-2009, les chiffres sont par contre implacables. Ainsi, la Belgique est confrontée à un déficit budgétaire de 25 milliards d'euros, soit plus de 6% du Produit National Brut (et le bureau du plan prévoit une croissance vers 7,1 % en 2010 et 7,3 du PNB en 2011), à un chômage en hausse de 21% et des dizaines de milliers de travailleurs en chômage temporaire économique (en Flandre, 25% des travailleurs). Alors qu'une dizaine d'années d'austérité sous le gouvernement Dehaene avaient ramené la dette publique de 130% du Produit Intérieur Brut au début des années 1990 à environ 80% en 2007, cette dette frôle à nouveau les 100% et passerait à 110% du PIB en 2010. Les conséquences de cette situation ne laissent planer, selon les dires du Premier ministre Van Rompuy lui-même, aucune équivoque :

"Pour le 20 septembre on doit rendre le plan de stabilisation à la Commission européenne, et puis on passera au budget 2010-2011. (...) Pour soutenir nos acquis sociaux, il faut absolument une infrastructure économique plus solide et plus dynamique qu'aujourd'hui. L'Europe doit travailler et la Belgique aussi. (...) On est à nouveau parti pour une longue période d'adaptation. Tout cela est surmontable hein! [sic, merci pour l'encouragement] ... en 1992 le plan Dehaene représentait

un effort équivalent à la moitié de celui d'aujourd'hui ... Donc aujourd'hui c'est ... le double de ce qu'on devait faire en 1992. On va devoir s'adapter. Surtout la population [sic] va devoir s'adapter. On va devoir changer de discours." (Le Soir, 1.8.2009).

En pleine trêve estivale, voici un discours particulièrement direct. Le sauvetage des banques et le soutien de l'économie chancelante ont en premier lieu annulé 15 années de restrictions budgétaires et de modération salariale ; de plus, le trou à combler est deux fois plus profond et les réductions des dépenses seront deux fois plus fortes que dans les 15 dernières années. Par la bouche du Premier ministre, le gouvernement nous promet donc encore plus de sang et de larmes que pendant les années '80 et '90 et cela au moins pendant 10 ans.

Hésitations

Confrontée à l'avalanche de menaces contre ses conditions de vie, la classe ouvrière belge reste pour le moment timide dans sa riposte, ce qui peut paraître surprenant. La majorité des travailleurs choisit une attitude d'expectative et de désarroi, comme nous le voyons chez Opel Anvers ou à la Sonaca à Charleroi. Une petite minorité de travailleurs réagit violemment, parce qu'ils se sentent obligés de «faire quelque chose avant qu'il ne soit trop tard» face à la pression des licenciements qu'ils subissent dans leur entreprise ou région, mais se retrouvent alors souvent isolés (l'exemple de l'occupation chez Brigdestone).

Comment expliquer cette relative passivité d'une classe ouvrière, qui, en d'autres occasions (comme encore lors de la rafale de grèves début 2008), a su exprimer sa combativité face aux attaques qu'elle subissait?

- D'abord, par la prudence de la bourgeoisie elle-même dans la mise en oeuvre de ses plans d'attaques. Contrairement aux années '70 ou '80, la bourgeoisie ne dispose plus de soi-disant politiques alternatives pour contrer la crise. Elles ont toutes été appliquées et ont toutes fait long feu: la promesse de dizaines de milliers de nouveaux emplois dans le secteur public, la réduction du temps de travail (les 36h), la réduction du joug de l'Etat, la limitation de l'afflux d'étrangers, ... Dès lors, consciente de sa marche de manoeuvre réduite dans un contexte de ras-le-bol généralisé, elle agit avec circonspection, essaie d'éviter toute provocation. C'est pourquoi elle évite pour le moment des mesures frontales contre les salaires, misant plutôt sur l'augmentation de taxes 'écologiques' ou la réduction des dépenses de la sécurité sociale, sur la réduction des avantages fiscaux octroyés à l'épargne pension complémentaire, des mesures qui constituent tout autant des attaques contre essentiellement les salariés, mais de manière indirecte. De même, elle tente de justifier l'équité et la légitimité des attaques annoncées en suscitant elle-même un battage sur la nécessité de «faire payer également ceux qui ont provoqué les problèmes»: les projets d'impôt de crise pour les banques, de limitation des bonus pour les cadres supérieurs ou même de taxe sur la spéculation financière ('taxe Tobin') doivent convaincre la population, et surtout les salariés, que les sacrifices sont équitablement répartis.

- Ensuite et surtout évidemment par l'ampleur et la brutalité de la crise elle-même, amplement étalée dans les médias au service de la bourgeoisie. Dans un premier temps, il est normal que les travailleurs reculent face à l'ampleur des attaques et au niveau de réponse que celles-ci requièrent: comment à Opel Anvers faire face à la faillite planétaire menaçant GM et au combat de chiffonniers que se livrent direction de GM, gouvernement US et gouvernement allemand? Comment combattre les licenciements à la Sonaca, alors que les commandes d'avions s'effondrent dans le monde? Certes, la **nécessité** de défendre ses conditions de vie menacées, d'avancer une alternative à un capitalisme qui se révèle incapable d'assurer une perspective décente à l'humanité, s'impose chaque jour plus. Mais pour que la **possibilité** de le faire soit à son tour largement reconnue par la classe ouvrière, des obstacles importants restent encore à franchir.

Mystifications

Un de ces pas importants que les travailleurs ont à réaliser est sans nul doute le développement de leur capacité à désamorcer les pièges et les mystifications que la bourgeoisie met en place pour entraver leur marche vers l'unité et le développement de leur conscience. De fait, si la bourgeoisie n'a pas caché l'importance de la crise, elle a intensifié ses campagnes en vue de brouiller la réflexion parmi les travailleurs sur le type de riposte à mettre en oeuvre et l'alternative à avancer. Au centre de ces

(suite à la p. 2)

CHINE ET BANGLADESH

Des milliers d'ouvriers en grève

Aux quatre coins de la planète, la classe ouvrière subit des conditions d'exploitation et de misère de plus en plus insoutenables. Et dans les pays que la bourgeoisie nomme hypocritement «émergents», les ouvriers sont traités comme du simple bétail.

Mais depuis quelques années, ces esclaves-salariés tendent à résister de façon croissante. En Egypte, à Dubaï, ou au Vietnam, des révoltes grondent et explosent sporadiquement, rassemblant chaque fois des dizaines de milliers d'ouvriers.

L'existence de ces luttes est méconnue dans le reste du monde, voire totalement ignorée. Les médias, aux ordres de la bourgeoisie, opèrent tous un véritable *black-out*: rien ne filtre, ou presque, ni de ces immenses grèves, ni des terribles répressions qui s'abattent systématiquement sur les ouvriers combattifs.

Ainsi, les journaux ont fait régner un silence de plomb sur les luttes massives qui ont frappé récemment le Bangladesh et la Chine.

Au Bangladesh, les ouvriers du textile en lutte

Les ouvriers du textile de ce pays détiennent un triste record mondial, celui des plus bas salaires: 0,22 \$ de l'heure! En Inde, où la population vit dans le plus complet dénuement, les salaires sont deux fois plus élevés (soit 0,44 \$ de l'heure). Et pourtant, dernièrement, la situation s'est encore dégradée: dans certaines usines, même ces salaires de misère ne sont plus versés!

Alors, après des mois de souffrances et de privations, la massivité et la violence de la réaction ouvrière ont été à la hauteur de ce traitement inhumain. Le 10 mai dernier, dans une usine de fabrication de pulls Rupashi, à Narayananj (cité portuaire et centre des industries textiles du pays), des ouvriers ont laissé exploser leur colère en s'en prenant physiquement à leur patron. «Le lendemain, les ouvriers de Rupashi se rendant au travail se retrouvèrent face à une usine fermée et cadenassée. Les travailleurs décidèrent alors de se rendre en

cortège aux autres usines de la ville en entonnant des slogans contre l'exploitation. Des milliers d'autres travailleurs quittèrent leur poste de travail pour les rejoindre. Des heurts se produisirent avec les agents de sécurité des usines. La violence se répandit comme une traînée de poudre: 20.000 travailleurs se mirent à saccager et à mettre le feu à des dizaines d'usines de textile et de filature de coton.» (1)

Déjà en 2006, des milliers d'ouvriers révoltés avaient ravagé certains sites industriels. Mais cette fois, les grévistes ont agi plus massivement et plus violemment encore. Ils n'ont pas hésité à franchir toutes les barrières de sécurité qui entourent leurs usines pour se regrouper et affronter l'armée, ce qui a donné lieu à des batailles de rue très sanglantes.

Ces sites sont de véritables bagnes industriels, des sortes de camps entourés de barbelés et protégés en permanence par des vigiles en arme. En s'en prenant aux usines et à l'armée, ces 20.000 ouvriers ont voulu à la fois détruire les machines, véritables objets de torture sur lesquelles ils suent sang et eau, jour et nuit, et à la fois affronter leurs geôliers au péril de leur vie.

En Chine aussi, face à la crise, la combativité ouvrière se développe

La Chine est présentée depuis quinze ans comme le nouvel Eldorado capitaliste. A en croire tous les bonimenteurs diplômés en économie, l'Empire du milieu est aujourd'hui censé être épargné par la crise économique. Mieux encore, la Chine permettrait demain à l'économie mondiale de sortir de la récession! Evidemment, la vérité est tout autre. Ce pays est lui aussi frappé de plein fouet et brutalement par la crise, et là-bas comme ailleurs la classe ouvrière en est la première victime. Par exemple, «rien qu'à Daqing (2), ce sont 88.000 employés dont on a annoncé le licenciement depuis deux ans» (3). Dans

(suite à la p. 3)

Dans ce numéro

- Une journée de rencontre et de discussion à Anvers 2
- Grèves en Angleterre
Les ouvriers du bâtiment au centre de la lutte 3
- XVIII^e Congrès du CCI
Vers le regroupement des forces internationalistes 5
- Une rencontre de communistes internationalistes en Amérique Latine 6
- Année Darwin
Le « darwinisme social », une idéologie réactionnaire du capitalisme 8

Une journée de rencontre et de discussion à Anvers

Fin août, une «journée de rencontre et de discussion organisée par le CCI», se déroulant pour la troisième fois en Belgique à Anvers, a eu lieu autour de deux thèmes de discussion choisis par les participants; une première session a traité, à l'occasion de l'année Darwin, du thème «Darwinisme et marxisme» et une seconde de «Comment et pourquoi la classe ouvrière s'organise-t-elle?».

Cette journée regroupant des participants de tous âges fut particulièrement marquée par une participation active de tous, par des discussions animées exprimant la volonté de chacun de vouloir comprendre et approfondir ce dont il était question. Et ceci dans une ambiance cordiale et chaleureuse qui a été présente non seulement lors des discussions mais aussi pendant les pauses, particulièrement pendant le barbecue qui a clôturé cette journée et qui a été l'occasion pour beaucoup de poursuivre la discussion, d'apprendre à se connaître et d'échanger des idées.

Cette journée est loin d'être un événement isolé. Elle s'inscrit pleinement dans une dynamique internationale:

- déroulement de rencontres similaires en France (Marseille, Paris), Italie (Naples), Grande-Bretagne (Londres), Etats-Unis (New York), ...;
- apparition de cercles de discussion et de groupes en recherche de clarification politique de part le monde (de l'Allemagne au Brésil, du Nicaragua à la Corée ou au Japon);
- conférence de groupes internationalistes en Amérique Latine.

Comment expliquer une telle dynamique internationale? Elle est née principalement de deux besoins fondamentaux:

- un besoin de comprendre : l'évolution du monde amène à réfléchir aux causes de sa détérioration (catastrophes écologiques, crise économique, chômage, misère, de perspective économique et sociale, guerres, , famines,...), car sans diagnostic précis, pas de remède efficace...;
- un besoin de faire quelque chose : comment faire pour empêcher la catastrophe qui s'annonce, pour avancer une alternative à cette société agonisante? Quelles sont les forces qui peuvent réaliser cette alternative? Comment s'organiser et établir un rapport de force en notre faveur? Questions difficiles mais qu'il est capital d'aborder pour éviter les actions stériles, qui ne mènent qu'à l'épuisement et au découragement.

Les réponses à ces questions, nous ne pouvons les trouver qu'ensemble et pas chacun dans notre coin, dans l'isolement, l'individualisme, le «chacun pour soi» que cette société veut nous imposer. Réfléchir collectivement, apprendre à tirer les leçons des expériences du passé, des nombreuses réflexions et des contributions théoriques produites car nous ne sommes pas les premiers, loin de là, à chercher ces réponses: ceci n'est possible qu'en créant un espace pour ce processus de réflexion politique. Créer un tel espace signifie:

- aller le plus possible à la rencontre des questionnements existants en abordant un large éventail de sujets;
- que chacun peut, sans obligation, participer et contribuer selon ses capacités et ses intérêts;
- que les participants doivent avoir pleinement l'occasion de discuter librement ensemble, dans un climat ouvert, fraternel où chacun peut sans crainte mettre en avant ses

questions, ses réflexions mais aussi ses doutes, et ainsi contribuer au débat de façon consciente et collective;

- aussi que l'espace en question n'est qu'un maillon d'une chaîne, qu'un moment de tout un processus de réflexion, et doit être compris ou conçu dans une continuité à la fois historique et internationale.

C'est pourquoi le CCI prend l'initiative d'organiser et de participer activement à des journées de rencontre et de discussion, comme il l'a fait dernièrement à Anvers. Dans les numéros d'Internationalisme, nous aurons l'occasion de revenir sur les apports de cette journée.

Bien évidemment, une seule journée de discussion ne suffit pas pour traiter et éclaircir toutes les questions posées. Parce que bien d'autres thèmes mis en avant par les invités n'ont pas pu être mis à l'ordre du jour, parce que la situation mondiale pose la question de l'avenir de la société capitaliste, il est nécessaire que le débat se poursuive.

A cette fin, en plus de nos permanences et réunions publiques régulières, un autre moment de rencontre et de discussion organisé par le CCI se déroulera en France, à Lille, au mois d'octobre, dans la continuité de la journée du mois d'août à Anvers ■

DM /8.09.09

suite de la p. 1

CHÔMAGE ET AUSTÉRITÉ EN BELGIQUE COMMENT RÉAGIR FACE À LA CRISE?

campagnes se trouve le maintien de la crédibilité de la démocratie bourgeoise. Sur le plan international, le battage autour de l'élection d'Obama visait déjà à recrédibiliser l'alternative démocratique. En Belgique, le cirque électoral de juin a été exploité pour le même objectif avec une grande maestria par la bourgeoisie.

A propos des récentes élections de juin 2009, le constat le plus remarquable, largement mis en évidence dans la presse, était que les vainqueurs et les perdants au nord et au sud du pays n'étaient pas les mêmes. Du côté francophone, c'était surtout les verts (Ecolo) qui sortaient gagnants des urnes, tandis qu'en Flandre, c'était les nationalistes flamands 'modérés' et 'fréquentables' de la NVA qui avançaient fortement au détriment de l'extrême-droite nationaliste flamande xénophobe du Vlaams Belang, qui perd un tiers de ses voix. Ces résultats étaient salués par le monde politique bourgeois comme une grande victoire de la démocratie. De fait, ces résultats ont permis à la bourgeoisie d'exploiter la mystification démocratique contre le développement de la résistance ouvrière sur deux plans:

- en pointant les orientations opposées des élections dans les deux régions («des résultats montrent que nous vivons dans deux pays différents») et la composition différente des gouvernements régionaux («l'olivier» de 'gauche' du côté francophone, centre droit du côté flamand), elle renforce les divisions régionalistes et donc aussi les obstacles au développement de luttes unifiées;
- en soulignant la consolidation du 'consensus démocratique' à travers la lourde défaite de l'extrême-droite, elle consolide les illusions démocratiques et entrave la réflexion à propos d'alternatives au capitalisme moribond.

Un cadre international

La bourgeoisie belge a une énorme expérience dans l'encadrement du mécontentement de la classe ouvrière et elle dispose d'un instrument syndical particulièrement performant pour éviter que le ras-le-bol débouche sur une remise en question du système. D'un côté, ces syndicats soutiennent des luttes

parfois dures (comme les actions des métallos wallons ou la longue occupation de l'usine Brigdestone) mais toujours aussi isolées que possible à l'entreprise, au secteur ou à la région, qui se révèlent généralement inefficaces et mènent au découragement. D'autre part, ils sont en pointe dans la campagne pour une austérité équitable: en effet c'est le syndicat socialiste qui a mis en avant la nécessité d'imposer aux banques une cotisation de crise, non pas pour défendre les travailleurs, mais afin de crédibiliser le discours sur «les sacrifices collectifs» et d'éviter toute explosion sociale incontrôlée: *«Nous voulons vraiment aider les entreprises mais d'une manière cohérente et de préférence efficace. (...) Le sentiment de ras-le-bol ne doit pas être sous-estimé. Nous ne vivons heureusement pas encore des situations comme en France où des salariés en colère menacent même de faire sauter leur entreprise, mais ne sous-estimez pas la colère qui monte. Je ne dis pas cela en tant que menace mais à partir d'une préoccupation sincère»* (R. De Leeuw, président du syndicat socialiste, *De Morgen*, 02.09.2009).

La classe ouvrière en Belgique est pleinement confrontée au sabotage syndical de sa résistance. Elle est partie prenante de ce long combat de la classe ouvrière internationale, qui devra lui permettre, en tirant les leçons de ses expériences avec les méthodes syndicales d'encadrement des luttes et de conciliation sociale au sein du système démocratique bourgeois, de prendre en main elle-même l'organisation des luttes, de développer l'extension et l'unification de ses luttes et d'avancer ses alternatives. C'est aussi à l'échelle mondiale que s'expriment les premières manifestations des avancées sur ce chemin. Malgré le black-out médiatique, la presse bourgeoise a bien dû signaler ces derniers mois les luttes massives en Afrique du Sud, au Bangladesh et surtout en Egypte, où les syndicats officiels ont été débordés et où les travailleurs ont cherché des formes de lutte alternatives. En Chine il y a aussi quotidiennement des confrontations violentes entre les ouvriers et les forces de l'ordre suite à des licenciements ou des réductions de salaire. En Europe même, des mouvements importants ont souligné la prise de

conscience croissante au sein de parties de la classe exploitée des enjeux. Cela s'est exprimé début 2009 dans les émeutes de la jeunesse étudiante en Grèce contre l'absence de perspective et la violence de la répression étatique, soutenue par une large partie de la population ouvrière. De même, en Espagne et en Grande-Bretagne apparaissent les premières expressions de prise en main des luttes, de recherche de solidarité et d'extension de la lutte. Ainsi, dans la raffinerie Lindsey, une campagne infâme propageant des 'British jobs for British workers' a été contrée par les ouvriers eux-mêmes, ce qui a permis de reprendre la lutte quelques mois plus tard à un niveau supérieur d'unité des manifestations de solidarité entre ouvriers britanniques et ouvriers immigrés, polonais et italiens (voir article dans ce numéro).

L'aggravation considérable que connaît actuellement la crise du capitalisme constitue un élément de premier ordre dans le développement des luttes ouvrières. Il ne suffit pas à la classe ouvrière de percevoir que le système capitaliste est dans une impasse, qu'il devrait céder la place à une autre société, pour qu'elle soit en mesure de se tourner vers une perspective révolutionnaire. Le chemin qui conduit aux affrontements révolutionnaires et à la remise en question du capitalisme sera encore long et difficile. Seule l'appréhension de la situation de la classe ouvrière en Belgique dans ce cadre mondial des tentatives de la classe ouvrière internationale de contrer les campagnes de la bourgeoisie et de développer ses luttes et sa conscience permet d'éviter de tomber périodiquement dans le scepticisme ou l'euphorie. C'est aussi la seule démarche qui peut permettre, aux éléments conscients des enjeux, de contribuer politiquement à l'accroissement de la capacité de la classe ouvrière à désamorcer les pièges et les mystifications démocratiques que la bourgeoisie met en place, à rompre le carcan syndical et à prendre ses luttes en main, ces pas fondamentaux vers une lutte unifiée contre les horreurs du capitalisme en crise ■

J / 05.09.09

Les ouvriers du bâtiment au centre de la lutte

On nous dit tous les jours que nous devons nous serrer la ceinture, accepter les suppressions de poste, les diminutions de salaire et de pension de retraite, pour le bien de l'économie nationale, pour l'aider à faire face à la récession qui s'approfondit. L'idée de lutter contre ces attaques incessantes se heurte à la peur terrible du chômage et à la campagne médiatique sans fin qui nous dit que la lutte ne peut empêcher nos conditions de vie et de travail d'empirer.

Mais, dans les premières semaines de juin, un événement est venu clairement démontrer que le poids de la passivité et de la peur n'était pas une fatalité. Les travailleurs du métro londonien ont fait grève pour défendre 1.000 emplois menacés. Les ouvriers de la Poste à Londres et en Ecosse ont lancé des luttes contre les licenciements, les contrats rompus et les suppressions de postes. Et surtout, au même moment, 900 travailleurs du bâtiment de la raffinerie de Lindsey arrêtaient le travail par solidarité avec 51 de leurs camarades qui étaient licenciés. Cette lutte a explosé dans une série de grèves sauvages par solidarité dans les plus grands sites de construction du secteur énergétique en Grande-Bretagne, quand Total a jeté 640 grévistes le 19 juin. Ces luttes montrent que nous ne devons pas accepter notre «destin».

Le nationalisme contre les ouvriers et les ouvriers contre le nationalisme

Au début de l'année, les ouvriers de la raffinerie de Lindsey avaient été au cœur d'une vague semblable de grèves sauvages, à propos de licenciements d'ouvriers sur le site. Cette lutte, à ses débuts, était freinée par le poids du nationalisme, symbolisé par le slogan: «Des jobs anglais pour les ouvriers anglais!» et par l'apparition de drapeaux de l'Union Jack dans les piquets de grève. Quelques-uns des ouvriers en grève disaient qu'on ne devait pas employer d'ouvriers étrangers alors que les ouvriers anglais étaient licenciés. La classe dominante a utilisé ces idées nationalistes à plein, exagérant leur impact et en présentant cette grève comme étant dirigée contre les ouvriers italiens et polonais employés sur le site. Cependant, soudainement et de façon imprévisible, il a été mis fin à cette grève quand ont commencé à apparaître des banderoles appelant les ouvriers portugais et italiens à rejoindre la lutte, affirmant: «Ouvriers du monde entier, unissez-vous!» et que les ouvriers polonais du bâtiment ont rejoint les grèves sauvages à Plymouth. Au lieu d'une défaite ouvrière longuement préparée, avec des tensions croissantes entre ouvriers de

différents pays, les ouvriers de Lindsey ont obtenu 101 emplois de plus, les ouvriers portugais et italiens gardant leur emploi, gagné l'assurance qu'aucun ouvrier ne serait licencié et sont rentrés unis au travail.

La nouvelle vague de luttes, s'appuyant sur cette bonne dynamique, a pu éclater sur une base d'emblée beaucoup plus claire: solidarité avec les 51 ouvriers licenciés. Au même moment, un autre employeur embauchait des ouvriers. Les ouvriers licenciés ont été avertis qu'on n'avait plus besoin d'eux par des *post-it* sur leur carte de pointage! Cela a suscité une réponse immédiate de la part de centaines d'ouvriers, arrêtant le travail par solidarité. Il y avait le sentiment que ces ouvriers étaient attaqués à cause du rôle qu'ils avaient joué dans la grève précédente. Le 19 juin, Total, le propriétaire du site, prenait la mesure inattendue de licencier 640 grévistes. Il y avait déjà eu des grèves de solidarité dans d'autres usines, mais avec ces annonces de nouveaux licenciements, des grèves ont éclaté dans tout le pays. «*Environ 1.200 ouvriers en colère se rassemblaient aux principales entrées hier, agitant des panneaux qui fustigeaient... les patrons cupides. Des ouvriers des centrales électriques, des raffineries, des usines dans le Cheshire, le Yorkshire, le Nottinghamshire, l'Oxfordshire, en Galles du Sud et Teesside arrêtaient le travail pour montrer leur solidarité*» (The Independent du 20 juin). The Times rapportait «*qu'il y avait aussi des signes que la grève s'étendait à l'industrie nucléaire, puisque EDF Energy disait que les ouvriers contractuels du réacteur de Hickley Point dans le Somerset avaient arrêté le travail*».

Les journaux de droite tels que The Times et le Daily Telegraph qui, d'habitude, utilisent à plein ce genre de sentiments, n'en faisaient aucune mention et se concentraient plutôt sur l'action engagée par Total et le danger que ces luttes ne s'étendent. La classe dominante est extrêmement préoccupée par cette lutte, justement parce qu'elle ne peut pas la dévoyer si facilement dans une campagne nationaliste. Elle a peur qu'elle puisse s'étendre à tout le secteur de la construction en général et peut-être même au-delà. Les ouvriers peuvent voir que si Total arrive à licencier des ouvriers en grève, d'autres patrons prendront la suite. La question de la grève est clairement posée comme une question de classe, qui concerne tous les travailleurs.

La vision de la solidarité avec les travailleurs étrangers confirme la nature de classe évidente de cette lutte. Comme le dit clairement un ouvrier licencié: «*Total réalisera bientôt qu'ils ont libéré un monstre. C'est honteux que cela soit arrivé sans aucune consultation. C'est aussi illégal et ça me rend malade.*

S'ils (Total) s'en tirent, le reste de l'industrie s'écroulera et fera du dégraissage. Les travailleurs seront décimés et les ouvriers non qualifiés étrangers seront embauchés au moindre coût, traités comme de la merde et renvoyés quand le travail sera fini. Il y a une sérieuse possibilité que l'électricité soit coupée à cause de cela. Nous ne pouvons pas rester passifs et voir des ouvriers jetés comme des habits sales» (The Independent du 20.06.09).

Cette indignation des ouvriers est celle de toute la classe ouvrière. Pas seulement à cause de ce que fait Total, mais de toutes les autres attaques qu'ils subissent ou voient. Des millions d'ouvriers sont en train d'être jetés comme des déchets par la classe dominante. Les patrons s'attendent à ce que les ouvriers acceptent des réductions de salaire ou même travaillent gratis et qu'ils en soient contents! Le mépris de Total est celui de toute la bourgeoisie.

La nécessité d'une lutte commune

Quoiqu'il arrive dans les prochains jours, cette lutte a démontré que les ouvriers n'ont pas à accepter les attaques, qu'ils peuvent résister. Plus que cela, ils ont vu que la seule façon de nous défendre nous-mêmes est de nous défendre les uns les autres. Pour la deuxième fois cette année, nous avons vu des grèves sauvages de solidarité. Il y a des rapports qui disent que les grèves de Lindsey ont envoyé des piquets volants au Pays de Galles et en Ecosse. Il y a des sites de construction dans tout le pays, en particulier dans la capitale, où les sites olympiques regroupent un grand nombre d'ouvriers de plusieurs nationalités. Envoyer des délégations sur ces sites, appelant à l'action solidaire, serait le message le plus clair que c'est une question qui concerne le futur de tous les travailleurs, quelles que soient leurs origines. Les ouvriers de la poste et du métro de Londres essaient aussi de se défendre contre des attaques similaires et ont tout intérêt à former un front commun.

Le vieux slogan du mouvement ouvrier –travailleurs du monde entier, unissez-vous!–, est souvent tourné en ridicule par les patrons qui ne peuvent pas voir plus loin que leurs intérêts nationaux. Mais la crise mondiale de leur système rend de plus en plus évident le fait que les ouvriers ont les mêmes intérêts partout: chercher à s'unir pour défendre leurs conditions de vie et mettre en avant la perspective d'une autre forme de société, basée sur la solidarité à l'échelle mondiale et la coopération ■

Phil / 21.06.2009

suite de la p. 1

tout le pays, environ 30 millions de travailleurs migrants ont perdu leur travail depuis l'été dernier.

Mais peu à peu, la combativité se développe. Malgré la répression impitoyable du Parti communiste chinois, les ouvriers acceptent de moins en moins d'être traités comme des bêtes de somme. Ainsi, depuis le début mars, «des milliers d'ouvriers du nord-est de la Chine manifestent leur mécontentement dans la rue, pour réclamer le versement de leurs allocations et la libération de leurs représentants (1). Les manifestations ont lieu dans les villes de Daqing et de Liaoyang, au cœur du bassin industriel de Manchourie, frappé par la crise économique. Autour de ces villes, les industries d'Etat font vivre, directement ou indirectement, neuf personnes sur dix. Mais les rendements de ces industries lourdes sont en baisse et les plans sociaux se sont multipliés. Depuis qu'on leur a annoncé qu'ils ne recevraient plus d'allocations pour le chauffage et qu'ils se verraient supprimer leur sécurité sociale après licenciement, les ouvriers de Daqing, par milliers, jusqu'à 30.000 personnes, descendent tous les jours dans la rue depuis le premier mars. Réunis sur la place de l'Homme-de-Fer, du nom d'un héros légendaire du prolétariat dans les années soixante, ils font le pied de grue devant le siège local de Petro China, la compagnie publique qui les emploie. «Les Hommes de fer, ce sont nous», ont-ils lancé sous les fenêtres de leur employeur. A Liaoyang, des raisons similaires ont poussé les ouvriers à braver le froid et les vents de sable, pour

protester par dizaines de milliers devant le siège du gouvernement local» (2).

Cette vague de lutte est représentative de la montée générale de la combativité du prolétariat vivant en Chine face aux ravages de la crise économique. «*Au cours des trois premiers mois de cette année, alors que le rythme des pertes d'emploi et le retour des migrants dans leur région d'origine a monté en flèche, la Chine a connu 58.000 «incidents de masse». C'est le gouvernement lui-même qui parle de grèves, de manifestations de rue, de barrages de route et d'autres formes de lutte populaire. Ces chiffres proviennent des agences de surveillance de la stabilité politique en Chine continentale, situées à Hong Kong. Si cette tendance continue toute l'année, 2009 battrait tous les records précédents avec plus de 230.000 de ces dits «incidents de masse», comparés aux 120.000 en 2008 et aux 90.000 de 2006»* (3).

Du Vietnam à Dubaï, de la Chine au Bangladesh, des grèves de plus en plus importantes et violentes explosent. La question qui se pose alors est: quel est l'avenir de ces luttes? Pour y répondre, il faut les concevoir comme faisant partie d'un processus international, celui du retour progressif du prolétariat sur le terrain de la lutte de classe, partout dans le monde.

Dans les pays «émergents», la combativité ouvrière, la massivité des grèves, ainsi que le courage face aux répressions féroces, sont une force qui peut et doit inspirer les prolétaires de tous les pays.

CHINE ET BANGLADESH: DES MILLIERS D'OUVRIERS EN GRÈVE

Mais le désespoir qui les pousse, comme au Bangladesh, à saccager les usines tel un exutoire ou à s'affronter aux forces de répression sans nulle autre perspective que de mourir dans un bain de sang, révèle aussi à quel point ces prolétaires ont besoin de la lutte des ouvriers dans les pays centraux, en Europe ou aux Etats-Unis, pour s'approprier la longue expérience des plus vieux bataillons du prolétariat mondial.

Pour que toutes ces luttes se fassent écho, que la combativité des uns encourage les autres et que l'expérience des autres profite aux uns, il faut briser la chape de plomb médiatique orchestrée par la bourgeoisie, casser le *black-out* en diffusant et en débattant le plus largement possible, à l'échelle internationale, de chaque nouvelle lutte importante ■

Map / 1.07.09

- 1) Source : Des nouvelles du front.
- 2) Ville d'un million d'habitants située dans la province du Heilongjiang.
- 3) Source: "http://dndf.org/p=4492" in Des nouvelles du front.
- 4) Ces représentants sont a priori les éléments que l'Etat chinois a repérés comme les ouvriers les plus combatifs dès le début du mouvement et sur lesquels elle a concentré ses foudres en les jetant en prison. Néanmoins, compte tenu du peu d'informations dont nous disposons, nous ne savons pas dans quelles conditions et jusqu'à quel point ces représentants sont reconnus par l'ensemble des ouvriers en lutte.
- 5) Source: Des nouvelles du front.
- 6) Source: "http://dndf.org/p=4049" Des nouvelles du front.

UNE IDÉOLOGIE RÉACTIONNAIRE

caution scientifique centrale dans les idéologies fascistes et nazies, même si déjà chez Spencer, les éléments sont présents pour élaborer des visions racistes conduisant à la hiérarchisation des races. Dès le 19^e siècle, les travaux de Spencer sont utilisés pour démontrer les fondements biologiques du retard technologique et culturel de populations dites « sauvages », justifiant scientifiquement les politiques coloniales en leur donnant une caractéristique morale de civilisation, alors même qu'elles sont fondamentalement rendues nécessaires par la contraction des marchés locaux.

Cependant, l'eugénisme permet de franchir un pas supplémentaire en envisageant la suppression de masses d'individus jugés inaptes et donc en mesure potentiellement de retarder le progrès de la société. Alexis Carrel, en 1935, ira même jusqu'à préconiser, et même décrire avec force détails, la création d'établissements où se pratiquerait l'euthanasie généralisée.

Pour autant, il ne faudrait pas voir le darwinisme social que sous l'angle théorique et scientifique. Cette pensée s'inscrit d'abord dans un contexte historique qu'il convient d'apprécier et qu'elle tente d'accompagner et de justifier. L'influence de la période est fondamentale pour comprendre comment ce courant s'est développé, de même qu'il est important de retenir que si les réponses qu'il y apporte sont globalement fausses, les questions qu'il pose constituent toujours le cœur de la compréhension que l'homme doit avoir de son propre développement social.

La théorisation scientifique de l'ascendance du capitalisme

Quand Darwin publie *L'origine des espèces*, l'Angleterre est en pleine période victorienne, et la bourgeoisie européenne s'est installée au pouvoir, prête à conquérir le monde. La société fourmille d'exemples de « self-made men », des hommes partis de rien et qui, portés par l'essor industriel capitaliste, se retrouvèrent à la tête d'entreprises prospères. A l'époque, la classe dominante est toujours traversée de courants radicaux qui remettent en cause les privilèges héréditaires, qui constituent des freins aux nouvelles formes de développement offertes par le capitalisme. Spencer fréquente ce milieu des « dissidents », fortement ancré dans l'anti-socialisme. (4) Il ne voit dans la misère noire de la classe ouvrière anglaise, que les stigmates provisoires d'une société en adaptation et qui, sous l'effet de l'explosion démographique, finira par se réorganiser, constituant ainsi un facteur de progrès. Pour lui, le progrès est inévitable, puisque les hommes s'adapteront à l'évolution de la société, si tant est qu'on les en laisse libres.

Cette euphorie est à peu près partagée par l'ensemble de la bourgeoisie. S'y ajoute un fort sentiment d'appartenance à la nation qui achève sa construction et qui peut être renforcé par les événements guerriers comme en France suite à la défaite contre la Prusse. Le développement de la lutte de classe, qui accompagne le développement du capitalisme, pousse la bourgeoisie à développer une autre conception de la solidarité sociale, fondée sur des données qu'elle espère indéniables.

Tout ceci constitue le terreau d'une théorisation de l'ascendance capitaliste et de ses effets immédiats: la prolétarisation dans la sueur, la colonisation dans le sang, la concurrence dans la boue.

Il s'agit là du caractère fondamental du darwinisme social car du point de vue scientifique, il n'apporte aucune réponse correcte aux questions fondamentales qui traite.

Une caution idéologique sans fondement scientifique

Jamais la science, même parfois avec la meilleure des volontés, n'est parvenue à démontrer les hypothèses de base du "darwinisme social".

Déjà le nom de ce courant de pensée est incorrect : Darwin n'est pas le père de l'eugénisme, ni du libéralisme économique, ni de l'expansion coloniale, ni du racisme scientifique. Darwin n'est pas malthusien non plus. Bien plus encore, c'est lui qui, parmi les premiers, apporte la contradiction la plus développée aux théories de Spencer et de Galton.

Après avoir exposé sa vision du développement et de l'évolution des organismes dans *L'origine des espèces*, Darwin se penche, douze ans plus tard, sur les mécanismes à l'oeuvre au sein de sa propre espèce, l'homme. En publiant *La filiation de l'homme* en 1871, il va contredire tout ce que parallèlement, le darwinisme social est en train de construire. Pour Darwin, l'homme est bien le produit de l'évolution et se place donc

bien au sein du processus de sélection naturelle. Mais chez l'homme, le processus de lutte pour la survie ne va pas passer par l'élimination des faibles: « Nous autres hommes civilisés, au contraire, faisons tout notre possible pour mettre un frein au processus de l'élimination; nous construisons des asiles pour les idiots, les estropiés et les malades; nous instituons des lois sur les pauvres; et nos médecins déploient toute leur habileté pour conserver la vie de chacun jusqu'au dernier moment. Il y a tout lieu de croire que la vaccination a préservé des milliers d'individus qui, à cause d'une faible constitution, auraient autrefois succombé à la variole. Ainsi, les membres faibles des sociétés civilisées propagent leur nature. » (5)

Ainsi, par le principe de l'évolution, l'homme s'extrait du mécanisme de la sélection naturelle en plaçant au-dessus de la lutte compétitive pour l'existence, tout ce qui contribue à favoriser le processus de civilisation, à savoir les qualités morales, l'éducation, la culture, la religion... ce que Darwin nomme les "instincts sociaux". De cette façon il remet en cause la vision de Spencer de la prépondérance de l'inné sur l'acquis, de la nature sur la culture. Par la civilisation, donc sur le plan social, la sélection naturelle n'agit plus comme au niveau des organismes. Elle est au contraire conduite à sélectionner des comportements sociaux qui s'opposent aux lois de la sélection naturelle. C'est ce qu'emet clairement en évidence Patrick Tort dans sa théorie sur "l'effet réversif de l'évolution" (6).

Alors que le "darwinisme social" ne voit dans l'évolution des sociétés humaines que le résultat d'une sélection des individus les plus aptes, Darwin au contraire y voit la reproduction croissante des instincts sociaux comme l'altruisme, la solidarité, la sympathie, etc. La première conception pose le capitalisme comme cadre le plus approprié au "progrès social" alors que la seconde démontre avec force que les lois économiques du capitalisme, basées sur la concurrence, interdisent à l'espèce humaine de développer pleinement ses instincts sociaux. C'est en éliminant cette dernière entrave historique, en abolissant le capitalisme, que l'humanité pourra construire une société où ces instincts sociaux prendront leur totale mesure et conduiront à leur tour la civilisation humaine à son accomplissement ■

GD.

1) Cet article emprunte des citations et des cheminements à plusieurs articles et textes, qu'il serait fastidieux de référencer systématiquement. Les voici donc dans le désordre :

- Wikipedia (notamment les articles consacrés au darwinisme social, à Herbert Spencer et à Francis Galton)
- Dictionnaire de Sociologie, Le Robert / Seuil, 1999 (article « darwinisme social »)
- Brian Holmes, *Herbert Spencer*, « Perspectives » vol. XXIV, n° 3/4, 1994
- Patrick Tort, *Darwin et le darwinisme*, Que Sais-je ?, PUF.
- Pierre-Henri Gouyon, Jacques Arnould, Jean-Pierre Henry, *Les avatars du gène, la théorie néo-darwinienne de l'évolution*, Belin, 1997 (partiellement disponible au téléchargement en anglais sur cette page).
- 2) *Dictionnaire du darwinisme et de l'évolution*, PUF, pages 1008-1009.
- 3) Dans « *Anarchisme et socialisme* ».
- 4) « *si fort que je hais la guerre, je hais tout autant le socialisme, sous toutes ses formes* », cité par Duncan, « *The Life and letters of Herbert Spencer* », 1908.
- 5) Charles Darwin, *La filiation de l'homme*, 1871.
- 6) Lire notre article sur le dernier livre de Patrick Tort : *L'effet Darwin* (<http://fr.internationalism.org/iconline/2009/>) a propos du livre de patrick tort l'effet darwin une conception materialiste des origines de la morale.html)

nécessaire que celle-ci puisse prendre confiance en ses propres forces et cela passe par le développement de ses luttes massives. L'énorme attaque qu'elle subit dès à présent à l'échelle internationale devrait constituer la base objective pour de telles luttes.»

Concernant les discussions sur les activités et la vie du CCI, le congrès a tiré un bilan positif de celles-ci pour la précédente période même s'il subsiste des faiblesses à surmonter:

«Le bilan des activités des deux dernières années montre la vitalité politique du CCI, sa capacité à être en phase avec la situation historique, à s'ouvrir, à être facteur actif dans le développement de la conscience de classe, sa volonté de s'investir dans des initiatives de travail commun avec d'autres forces révolutionnaires. (...) Sur le plan de la vie interne de l'organisation, le bilan des activités est également positif, malgré des difficultés réelles subsistant au premier chef au niveau du tissu organisationnel et, dans une moindre mesure, sur le plan de la centralisation» (Résolution sur les activités du CCI).

C'est d'ailleurs en vue de surmonter ces difficultés que le congrès avait également mis à son ordre du jour la discussion d'un texte plus général concernant la question de la centralisation. Cette discussion, si elle a été utile pour réaffirmer et préciser les conceptions communistes sur cette question auprès de la «vieille garde» de notre organisation, s'est révélée particulièrement importante pour les nouveaux camarades et les nouvelles sections qui ont récemment intégré le CCI.

En effet, un des traits significatifs du XVIII^e congrès du CCI était la présence, que tous les «anciens» ont constatée avec une certaine surprise, d'un nombre élevé de «nouvelles têtes» parmi lesquelles la jeune génération était particulièrement représentée.

L'enthousiasme pour le futur

Cette présence importante de jeunes participants au congrès a été un facteur important du dynamisme et de l'enthousiasme qui a imprégné ses travaux. Contrairement aux médias bourgeois, le CCI ne cultive pas le «jeunisme» mais l'arrivée d'une nouvelle génération de militants au sein de notre organisation est de la plus haute importance pour la perspective de la révolution prolétarienne. D'une part, comme pour les icebergs, elle constitue la «pointe émergée» d'un processus de prise de conscience en profondeur au sein de la classe ouvrière mondiale. D'autre part, elle crée les conditions d'une relève des forces communistes. Même si les «vieux» militants du CCI conservent toute leur conviction et leur engagement, c'est à cette nouvelle génération qu'il appartient d'apporter une contribution décisive aux futurs combats révolutionnaires du prolétariat ■

CCI/05.07.09

- 1) Il existe une version plus détaillée de cet article qui développe les points positifs et les difficultés. Revue Internationale n°138
- 2) Voir «Salut aux nouvelles sections du CCI aux Philippines et en Turquie!».
- 3) A propos de cette rencontre, voir notre article «Une rencontre de communistes internationalistes en Amérique latine».
- 4) Comme nous l'avons déjà illustré dans les différents articles que nous avons publiés récemment sur Darwin et le darwinisme.
- 5) Le lecteur qui voudrait se faire une idée de ces réflexions peut se reporter au site de J-L Dessalles.



Lire dans la REVUE INTERNATIONALE (137 et138):
ANTON PANNEKOEK

Darwinisme et marxisme

Lire sur notre site Internet:

A propos du livre "L'Effet Darwin",
Une conception matérialiste des origines de la morale
et de la civilisation



À l'occasion du bicentenaire de la naissance de Charles Darwin et des 150 ans de la publication de son ouvrage *L'Origine des espèces*, une multitude de livres, aux titres plus alléchants les uns que les autres, couvre les étagères des librairies. De nombreux auteurs plus ou moins savants se sont découvert subitement un engouement pour Darwin, chacun espérant remporter la palme du *best-seller* de l'année, après le score du livre à sensation de Richard Dawkins, *Pour en finir avec Dieu* (qui s'est vendu à plus de deux millions d'exemplaires dans le monde). Pour le "grand public", il est donc bien difficile de s'y retrouver et de faire le tri dans cette foire aux livres scientifiques. Pour notre part, nous avons choisi sans hésitation celui de Patrick Tort, *L'Effet Darwin. Sélection naturelle et naissance de la civilisation* (Éditions du Seuil), qui fournit une explication particulièrement éclairante de la conception matérialiste de la morale et de la civilisation chez Darwin.

XVIIIe Congrès du CCI

Vers le regroupement des forces internationalistes

A la fin du mois de mai, le CCI a tenu son XVIIIe congrès international. Comme nous l'avons toujours fait jusqu'à présent, et comme c'est la tradition dans le mouvement ouvrier, nous livrons aux lecteurs de notre presse les principaux enseignements de ce congrès dans la mesure où ces enseignements ne sont pas une affaire interne à notre organisation mais concernent l'ensemble de la classe ouvrière dont le CCI fait partie intégrante.

Dans la résolution sur les activités du CCI adoptée par le congrès, nous écrivions :

«L'accélération de la situation historique, inédite dans l'histoire du mouvement ouvrier, est caractérisée par la conjonction des deux dimensions suivantes :

– l'extension de la plus grave crise économique ouverte dans l'existence du capitalisme, combinée avec l'exacerbation des tensions inter-impérialistes et d'une avancée lente mais progressive en profondeur et en extension de la maturation au sein de la classe ouvrière, engagée depuis 2003 ;

– et le développement d'un milieu internationaliste, qui est particulièrement perceptible dans les pays de la périphérie du capitalisme.

Cette accélération rehausse encore la responsabilité politique du CCI, lui pose des exigences plus élevées en termes d'analyse théorique/politique et d'intervention dans la lutte de classe, et envers les éléments en recherche (...)

Le bilan que l'on peut tirer du XVIIIe congrès international de notre organisation doit donc se baser sur la capacité de celle-ci à faire face à ces responsabilités.

Pour une organisation communiste véritable et sérieuse, il est toujours délicat de proclamer haut et fort que telle ou telle de ses actions a été un succès. Et cela pour plusieurs raisons.

En premier lieu, parce que la capacité d'une organisation qui lutte pour la révolution communiste à être à la hauteur de ses responsabilités ne se juge pas à court terme mais à long terme puisque son rôle, s'il est en permanence ancré dans la réalité historique de son époque, consiste, la plupart du temps, non pas à influencer cette réalité immédiate, tout au moins à grande échelle, mais à préparer les événements futurs.

En second lieu, parce que, pour les membres d'une organisation communiste, il existe toujours le danger «d'enjoliver les choses», de faire preuve d'une indulgence excessive vis-à-vis des faiblesses d'un collectif à la vie duquel ils consacrent leur dévouement et leurs efforts et qu'ils ont en permanence le devoir de défendre contre les attaques que lui portent tous les défenseurs de la société capitaliste, avoués ou cachés.

C'est conscients de ce danger de se faire des illusions et avec la prudence nécessaire qui en découle, que nous ne craignons pas d'affirmer que le XVIIIe congrès du CCI s'est porté à la hauteur des exigences énoncées plus haut et a créé les conditions pour que nous puissions poursuivre notre activité dans cette direction.

Nous ne pouvons ici rendre compte de tous les éléments qui peuvent appuyer cette affirmation (1). Nous n'en soulignerons que les plus importants :

– le fait que le congrès ait débuté ses travaux par la ratification de l'intégration de deux nouvelles sections territoriales du CCI, aux Philippines et en Turquie ;

– la présence à celui-ci de quatre groupes du milieu prolétarien ;

– la démarche d'ouverture de notre organisation envers l'extérieur illustrée notamment par cette présence ;

– sa volonté de se pencher avec lucidité sur les difficultés et les faiblesses que doit surmonter notre organisation ;

– l'ambiance fraternelle et enthousiaste qui a présidé aux travaux du congrès.

L'intégration de deux nouvelles sections territoriales

Notre presse a déjà rendu compte de l'intégration des nouvelles sections du CCI aux Philippines et en Turquie (la responsabilité du Congrès était de valider la décision d'intégration qui avait été adoptée par l'organe central de notre organisation au début 2009) (2). Comme nous l'écrivions à cette occasion : *«L'intégration de ces deux nouvelles sections au sein de notre organisation élargit de façon importante l'extension géographique de celle-ci.»* Nous précisons aussi les deux faits suivants concernant ces intégrations :

– elles ne relevaient pas d'un «recrutement» à la va-vite (comme c'est la mode chez les trotskystes et même, malheureusement, parmi certains groupes du camp prolétarien) mais résultaient, comme c'est la pratique du CCI, de tout un travail de discussions approfondies durant plusieurs années avec les camarades d'EKS en Turquie et d'Internasjonalismo aux Philippines dont nous avons rendu compte du travail dans notre presse ;

– elles apportaient un démenti aux accusations «d'eurocentrisme» qui ont souvent été portées contre notre organisation.

L'intégration de deux nouvelles sections n'est pas un fait fréquent pour notre organisation. La dernière intégration remontait à 1995 avec notre section suisse. C'est dire si l'arrivée de ces deux nouvelles sections (qui faisait suite à la constitution d'un noyau au Brésil en 2007) a été ressentie par l'ensemble des militants du CCI comme un événement très important et très positif. Elle vient confirmer à la fois l'analyse que notre organisation avait faite depuis plusieurs années sur les nouvelles potentialités de développement de la conscience de classe contenues dans la situation historique actuelle et la validité de la politique menée envers les groupes et éléments qui se tournent vers les positions révolutionnaires. Et cela d'autant plus qu'étaient présentes au congrès des délégations de quatre groupes du milieu internationaliste.

La présence des groupes internationalistes

Dans le bilan que nous avons tiré du précédent congrès du CCI, nous avons souligné toute l'importance qu'avait donné à ce congrès la présence, pour la première fois depuis des décennies, de quatre groupes du milieu internationaliste venant respectivement du Brésil, de Corée, des Philippines et de Turquie. Cette fois-ci étaient également présents quatre groupes de ce milieu. Mais ce n'était nullement une sorte de «sur-place» puisque deux des groupes présents lors du dernier congrès sont depuis devenus des sections du CCI et que nous avons eu la satisfaction d'accueillir deux nouveaux groupes : un deuxième groupe venu de Corée et un groupe basé en Amérique centrale (Nicaragua et Costa-Rica), la LECO (*Liga por la emancipación de la clase obrera*) qui avait participé à la «Rencontre de communistes internationalistes» (3) tenue en Amérique latine au printemps dernier sur l'initiative du CCI et de OPOP, le groupe internationaliste du Brésil avec lequel notre organisation entretient des relations fraternelles et très positives depuis plusieurs années. D'autres groupes ayant participé à cette rencontre avaient également été invités mais ils n'ont pu envoyer de délégation du fait que l'Europe se transforme de plus en plus en forteresse vis-à-vis des personnes qui ne sont pas nées dans le cercle très fermé des «pays riches».

La présence des groupes du milieu internationaliste a constitué un élément très important dans le succès du congrès et notamment dans l'ambiance des discussions de celui-ci. Ces camarades se sont tous montrés très chaleureux envers les militants de notre organisation, ont soulevé des questions, notamment à propos de la crise économique et la lutte de classe, dans des termes auxquels nous ne sommes pas habitués dans nos débats internes, ce qui ne pouvait que stimuler la réflexion de l'ensemble de notre organisation.

Enfin, la présence de ces camarades constituait un élément supplémentaire de la démarche d'ouverture que le CCI s'est fixé comme objectif depuis plusieurs années, une ouverture envers les autres groupes prolétariens mais aussi envers les éléments qui s'approchent des positions communistes. Une ouverture également dans nos préoccupations et réflexions, notamment en direction des recherches et découvertes du domaine scientifique (4) et qui s'est concrétisée par l'invitation d'un membre de la communauté scientifique à une séance du congrès.

L'invitation d'un scientifique

Pour célébrer à notre façon «l'année Darwin» et manifester le développement au sein de notre organisation de l'intérêt pour les questions scientifiques, nous avons demandé à un chercheur spécialisé dans la question de l'évolution du langage (auteur notamment d'un ouvrage intitulé *Aux origines du langage*) de faire une présentation devant le congrès de ses travaux, lesquels sont basés, évidemment, sur l'approche darwinienne. Les réflexions originales de Jean-Louis Dessalles (5) sur le langage, le rôle de celui-ci dans le développement

des liens sociaux et de la solidarité dans l'espèce humaine ont un lien avec les réflexions et discussions qui se sont menées, et qui se poursuivent, dans notre organisation à propos de l'éthique et de la culture du débat. La présentation de ce chercheur a été suivie d'un débat que nous avons été obligés de limiter dans le temps du fait des contraintes de l'ordre du jour, mais qui aurait pu se poursuivre pendant des heures tant les questions abordées ont passionné la plupart des participants au congrès.

Nous tenons ici à remercier Jean-Louis Dessalles qui, bien que ne partageant pas nos idées politiques, a accepté de façon très cordiale de consacrer une partie de son temps pour enrichir la réflexion au sein de notre organisation. Nous tenons à saluer aussi le caractère très chaleureux et convivial des réponses qu'il a apportées aux questions et objections des militants du CCI.

Les discussions du congrès

Les travaux du congrès ont abordé les points classiques qui relèvent d'un congrès international :

– l'analyse de la situation internationale ;

– les activités et la vie de notre organisation.

La résolution sur la situation internationale constitue une sorte de synthèse des discussions du congrès concernant l'examen du monde actuel. Évidemment, elle ne peut rendre compte de tous les aspects abordés dans ces discussions (ni dans les rapports préparatoires). Elle se donne trois objectifs principaux :

– comprendre les véritables causes et enjeux de l'aggravation actuelle et sans précédent de la crise économique du système capitaliste face à toutes les mystifications que les défenseurs de ce système ne manquent pas de colporter ;

– comprendre l'impact que pourra avoir sur les conflits impérialistes l'arrivée au pouvoir de la première puissance mondiale du démocrate Barack Obama, lequel a été présenté comme apportant une nouvelle donne dans ces conflits et un espoir de leur atténuation ;

– dégager les perspectives pour la lutte de classe, notamment dans les conditions créées par les brutales attaques qu'a commencé à subir le prolétariat du fait de la violence de la crise économique.

Sur le premier aspect, la compréhension des enjeux de la crise actuelle du capitalisme, il importe de souligner les aspects suivants :

« La crise actuelle est la plus grave qu'ait connue ce système depuis la grande dépression qui a débuté en 1929. (...) En fait, même si le système capitaliste ne va pas s'effondrer comme un château de cartes... sa perspective est celle d'un enfoncement croissant dans son impasse historique, celle du retour à une échelle toujours plus vaste des convulsions qui l'affectent aujourd'hui. »

Concernant la «nouvelle donne» que constitue l'élection d'Obama, la résolution répond très clairement que :

«... la perspective qui se présente à la planète après l'élection d'Obama à la tête de la première puissance mondiale n'est pas fondamentalement différente de la situation qui a prévalu jusqu'à présent : poursuite des affrontements entre puissances de premier ou second plan, continuation de la barbarie guerrière avec des conséquences toujours plus tragiques (famines, épidémies, déplacements massifs) pour les populations habitant dans les zones en dispute. »

Enfin, pour ce qui concerne la perspective de la lutte de classe, la résolution, tout comme les débats au congrès, essaie d'évaluer l'impact sur celle-ci de l'aggravation brutale de la crise capitaliste :

«L'aggravation considérable que connaît actuellement la crise du capitalisme constitue évidemment un élément de premier ordre dans le développement des luttes ouvrières. (...) Ainsi les conditions mûrissent pour que l'idée de la nécessité de renverser ce système puisse se développer de façon significative au sein du prolétariat. Cependant, il ne suffit pas à la classe ouvrière de percevoir que le système capitaliste est dans une impasse, qu'il devrait céder la place à une autre société, pour qu'elle soit en mesure de se tourner vers une perspective révolutionnaire. Il faut encore qu'elle ait la conviction qu'une telle perspective est possible et aussi qu'elle a la force de la réaliser. (...) Pour que la conscience de la possibilité de la révolution communiste puisse gagner un terrain significatif au sein de la classe ouvrière, il est



Une rencontre de communistes internationalistes en Amérique Latine

Nous publions ci-dessous la *Prise de position* adoptée en commun par 7 groupes ou organisations présents dans 8 pays d'Amérique latine (1) qui rend compte des travaux d'une rencontre internationaliste qui s'est tenue récemment (2).

Cette rencontre, dont le projet avait été formulé il y a un an, a été rendue possible en premier lieu par l'émergence de ces groupes qui, pour la majorité d'entre eux (tous à part OPOP et le CCI), n'existaient pas encore il y a 3 ans de cela. Ensuite, cet événement n'aurait jamais vu le jour sans la volonté commune des groupes en question de rompre l'isolement et de développer un travail politique en commun (3).

La base d'un tel travail a été l'acceptation par les participants de critères qu'ils considéraient comme constituant une délimitation du camp du prolétariat par rapport à celui de la bourgeoisie et qui sont exposés dans la *Prise de position* publiée ci-après.

L'activité première de cette rencontre était nécessairement la discussion politique permettant de faire la clarté sur les convergences et les divergences existant entre les participants, afin que soit élaboré un cadre de discussion en vue de la clarification des désaccords.

Nous saluons chaleureusement le fait que cette rencontre ait pu avoir lieu et qu'elle ait été capable d'assumer des discussions importantes comme celles sur la situation actuelle de la lutte de classe internationale ainsi que sur la nature de la crise qui ébranle le capitalisme aujourd'hui. Nous avons pleinement confiance dans la poursuite fructueuse de ce débat(4).

Nous sommes bien conscients que cette rencontre n'a constitué qu'un tout petit pas sur le chemin qui mène à la constitution d'un pôle de référence international dont l'existence, les débats publics et l'intervention soient à même d'orienter les éléments, les collectifs et les groupes qui surgissent dans le monde entier à la recherche d'une réponse prolétarienne internationaliste à la situation toujours plus grave dans laquelle le capitalisme entraîne l'humanité.

Néanmoins, si l'on se réfère aux expériences passées – par exemple aux Conférences internationales de la Gauche communiste qui s'étaient tenues il y a trente ans (5) – cette rencontre a accompli le dépassement de certaines faiblesses qui s'étaient manifestées à l'époque. Alors que les Conférences n'étaient pas parvenues à adopter une déclaration commune face à la guerre en Afghanistan, qui représentait alors une grave menace, aujourd'hui la *Prise de position* adoptée unanimement par les participants défend de façon très claire des positions prolétariennes face à la crise du capitalisme.

En particulier, nous voulons souligner la ferme dénonciation que fait la *Prise de position* des alternatives capitalistes de «gauche» actuellement en vogue sur tout le continent américain et qui suscitent, dans le monde entier, des illusions loin d'être négligeables. Depuis les Etats-Unis, avec le phénomène Obama, jusqu'à la Patagonie argentine, le continent est «secoué» par l'arrivée de gouvernements qui prétendent défendre les pauvres, les travailleurs, les exclus et qui se présentent comme les porteurs d'un capitalisme «social», «humain», ou qui encore, dans une version plus «radicale» (comme Chavez au Venezuela, Morales en Bolivie et Correa en Equateur), prétendent incarner rien de moins que «le socialisme du XXIe siècle».

Nous pensons qu'il est de la plus haute importance que, face à ces mystifications, se dresse un pôle unitaire, fraternel et collectif de minorités internationalistes, ouvrant la voie à la discussion et à la formulation de positions de solidarité internationale, de lutte de classe intransigeante, de combat pour la révolution mondiale, face au capitalisme d'Etat, au nationalisme, à l'exploitation dont ces «nouveaux» prophètes cherchent à assurer la perpétuation.

CCI/26.04.09

Prise de position commune

La lutte pour le communisme authentique, c'est à dire pour une société sans classes, sans misère et sans guerres, suscite à nouveau un intérêt croissant de la part de minorités dans le monde entier. En mars 2009, à l'initiative du Courant Communiste International (CCI) et de Oposição Operária (OPOP), s'est tenue en Amérique latine une Rencontre de discussion internationaliste à laquelle ont participé différents groupes, cercles et camarades individuels de ce continent se

situant clairement sur des positions internationalistes et prolétariennes.

Outre le CCI et OPOP, les groupes suivants étaient présents:

- Grupo de Lucha Proletaria (Pérou),
- Anarres (Brésil)
- Liga por la Emancipación de la Clase Obrera (Costa Rica et Nicaragua)

• Núcleo de Discusión Internacionalista de la República Dominicana

• Grupo de Discusión Internacionalista de Ecuador

En outre, des camarades du Pérou et du Brésil ont également participé aux travaux de cette rencontre. D'autres camarades d'autres pays avaient également manifesté leur intention de participer mais n'ont pu le faire pour des raisons matérielles ou administratives.

L'ensemble des participants se reconnaissait dans les principes exprimés par les critères ci-dessous, qui avaient également servi globalement à la tenue des Conférences des groupes de la Gauche communiste à la fin des années 1970 et en 1980:

1. Se réclamer du caractère prolétarien de la révolution d'Octobre 1917 et de l'IC tout en soumettant ces expériences à un bilan critique permettant d'orienter les nouvelles tentatives révolutionnaires du prolétariat.

2. Rejeter sans réserve toute idée selon laquelle il existe dans le monde des pays à régime socialiste ou avec des gouvernements ouvriers, même qualifiés de «dégénérés»; de même, rejeter toute forme de gouvernement capitaliste d'Etat, comme ceux basés sur l'idéologie du «socialisme du XXIe siècle»

3. Dénoncer les partis socialistes et communistes, de même que leurs acolytes, comme des partis du capital;

4. Rejeter catégoriquement la démocratie bourgeoise, le parlementarisme et les élections, armes à travers lesquelles la bourgeoisie a réussi de nombreuses fois à encadrer et dévoyer les luttes ouvrières en mettant la classe ouvrière devant le faux choix: démocratie ou dictature, fascisme ou antifascisme.

5. Défendre la nécessité que les révolutionnaires internationalistes œuvrent à la constitution d'une organisation internationale de l'avant-garde prolétarienne, arme indispensable de la révolution prolétarienne.

6. Défendre le rôle des conseils ouvriers comme organes du pouvoir prolétarien, de même que l'autonomie de la classe ouvrière par rapport aux autres classes et couches de la société.

L'ordre du jour des discussions était le suivant:

1. Le rôle du prolétariat et sa situation actuelle, le rapport de forces entre les classes;

2. La situation du capitalisme (au sein de laquelle se déroulent les luttes actuelles) et, comme réflexion plus globale, le concept de décadence et/ou de crise structurelle du capitalisme;

3. La crise écologique croissante dans laquelle nous plonge le système. Bien que, par manque de temps, ce point n'ait pu être discuté, il fut convenu de mener à bien cette discussion par Internet.

Sur le point 1, des exemples relatifs à l'Amérique latine ont été utilisés pour illustrer les analyses sur l'état actuel de la lutte de classe, mais le souci de la plupart des interventions était de concevoir ceux-ci comme une partie de la situation générale du combat prolétarien à l'échelle internationale. Cela dit, la rencontre a décidé de porter une insistance toute particulière sur la dénonciation des différents gouvernements de gauche qui dirigent la plupart des pays d'Amérique latine en ce moment, comme ennemis mortels du prolétariat et de son combat; sont également concernés par cette dénonciation ceux qui apportent un soutien, même de façon critique, à ces gouvernements. La rencontre a également dénoncé la criminalisation des luttes ouvrières de la part de ces gouvernements avec une insistance sur le fait que la classe ouvrière ne peut pas se faire d'illusions sur les méthodes légalistes et démocratiques mais qu'elle ne peut compter que sur sa propre lutte autonome. Cette dénonciation s'applique notamment aux gouvernements suivants:

- Kirchner en Argentine,
- Morales en Bolivie,
- Lula au Brésil,
- Correa en Equateur,
- Et, tout particulièrement, à celui dirigé par Chavez au Venezuela dont le prétendu «Socialisme du XXIe siècle» n'est pas autre chose qu'un vaste mensonge destiné à prévenir et réprimer les luttes du prolétariat dans ce pays et à mystifier les ouvriers dans les autres pays.

Sur le point 2, les participants sont tombés d'accord sur la gravité de la crise actuelle du capitalisme, de même que sur la nécessité de la comprendre plus en profondeur à partir d'une perspective théorique et historique.

En conclusion des discussions, les participants se sont accordés sur les points suivants:

• la tenue de la rencontre constitue une manifestation de la tendance actuelle au développement du combat et de la prise de conscience du prolétariat à l'échelle internationale;

• l'aggravation considérable de la crise du capitalisme aujourd'hui ne peut, à terme, que renforcer cette tendance au développement des luttes ouvrières, rendant de plus en plus nécessaire la défense des positions révolutionnaires au sein du prolétariat;

• en ce sens, l'ensemble des participants estime nécessaire la poursuite de l'effort qui a été engagé avec la tenue de la rencontre afin d'être partie prenante du combat prolétarien international.

Plus concrètement, comme premier pas de cet effort, il a été décidé ce qui suit:

1. l'ouverture d'un site Internet en langue espagnole (éventuellement portugaise) sous la responsabilité collective des groupes participant à la rencontre. De même, est envisagée la possibilité de publier un bulletin en langue espagnole basé sur le contenu du Site internet.

2. la publication sur ce site:

- de la présente prise de position (qui sera également publiée sur les sites des groupes participants);
- des contributions qui ont été préparées pour la rencontre;
- du procès verbal synthétique des différentes discussions qui se sont tenues lors de celle-ci;
- de toute autre contribution des groupes et éléments présents ainsi que de tout autre groupe ou camarade qui se reconnaît dans les principes et les préoccupations qui ont animé la rencontre.

Parmi ces préoccupations, la rencontre souligne tout particulièrement la nécessité d'un débat ouvert et fraternel entre révolutionnaires et le rejet de tout sectarisme et esprit de chapelle ■

1) Mexique, République dominicaine, Costa Rica, Nicaragua, Equateur, Pérou, Venezuela, Brésil.

2) Les participants ont été les suivants : Oposição Operária –OPOP (Brésil), CCI, LECO (Liga por la Emancipación de la Clase Obrera, Costa Rica-Nicaragua), Anarres (Brésil), GLP (Grupo de Lucha Proletaria, Pérou), Grupo de Discusión Internacionalista de Ecuador, Núcleo de Discusión Internacionalista de la República Dominicana, de même que des camarades de ces pays ayant participé à titre individuel.

3) Nous avons rendu compte de cette effervescence en Amérique latine dans notre article *Deux nouvelles sections du CCI*

4) Une des décisions de la rencontre a concerné la création d'un site Internet où seront publiés la prise de position commune et les débats. Voir encuentro.internationalist-forum.org.

5) Lire par exemple dans la *Revue internationale* n° 16, l'article *2eme conférence internationale des groupes de la Gauche communiste*.

N'hésitez pas à venir débattre sur notre site Internet:

internationalism.org

Tous nos articles peuvent y être commentés

LE CCI SUR INTERNET

internationalism.org
E-mail: belgique@internationalism.org

ABONNEMENTS

Tous les prix en euros	Belgique	Abonnem. de soutien	Europe	Monde	Air Mail Monde
Internationalisme (4 nos)	6	10	10	15	20
Revue Internationale (FR/AN/ESP - 4 nos)	15,5	25	15,5	17	20
Internationalisme + Revue Internationale	22	40	25	35	40

Abonnement-diffuseur
à partir du 2^{ème} Internationalisme : 1,0 EUR par numéro supplémentaire
à partir de la 2^{ème} Revue Internationale : 2,5 EUR par numéro supplémentaire.

Envoi sous pli fermé
Internationalisme ou Revue Internationale : Belgique : + 8,5 EUR
Pour la presse territoriale d'autres sections du CCI :
contactez directement la section en question

Anciens numéros d'Internationalisme: 0,50 EUR
Abonnements par versement au compte 001-1810097-56
d'Internationalisme, BP 94, 2600 Berchem/Anvers

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes-rendus des discussions qu'ils peuvent avoir nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Au-delà des discussions que nous pouvons avoir lors de nos réunions publiques et permanences, nous appelons vivement nos lecteurs à nous écrire, soit par courrier classique, soit par e-mail ou encore en plaçant vos commentaires sur notre site internet.

APPEL A SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention. Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son Etat pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants. Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires.

Vos contributions sont les bienvenues au compte 001-1810097-56 au nom d'Internationalisme, BP 94, 2600 Berchem/Anvers, où peuvent être versées lors de nos interventions.

SOUSCRIPTION

Université VUB à Bruxelles (24.03)	0,20
Manifestation nationale étudiants (24.04)	1,50
Université à Anvers (12.05)	0,30
Manifestation Européenne à Bruxelles (16.05)	0,20
Réunion Publique à Anvers (27.06)	62,90
Journée d'été contacts CCI à Anvers (29.08)	489,90

TOTAL AVRIL-JUILLET 2009	555,00
TOTAL GENERAL 2009	593,76



LISEZ LA DERNIÈRE REVUE

3 EUR

Le mythe de la "Green Economy"

Au Bangladesh, en Chine, en Espagne, en Angleterre... la classe ouvrière refuse la fatalité de la crise

Darwinisme et marxisme II (Anton Pannekoek)

18e congrès du CCI

vers le regroupement des forces internationalistes

Résolution sur la situation internationale

Débat interne au CCI : les causes de la période de la prospérité consécutive à la Seconde Guerre mondiale (IV)

Revue
Internationale

138

3e trimestre 2009

REUNIONS PUBLIQUES

SUJETS ENCORE A DETERMINER

■ à Anvers: samedi 14 novembre à 15h, Huis van de Sport, Congrescentrum, Boomgaardstraat 22, Berchem

■ à Bruxelles : samedi 05 décembre à 15h, Centre des Cultures "Pianofabriek", rue du Fort 35a, St-Gilles

POUR LES DONNÉES LES PLUS RECENTES:

www.fr.internationalism.org

PERMANENCES * AUTRES ACTIVITÉS

■ à Lille: samedi, le 12 septembre à 14h30, MRES(ex-MNE), 23 rue Gosselet, Lille

■ à Lille: journée de discussion et de rencontre samedi 17 et 18 octobre avec des débats sur plusieurs sujets, table de lecture (contactez nous pour plus d'info)

PUBLICATIONS DU CCI

écrire sans mention du nom de la publication, sauf pour Internationalism US

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258,
Valencia 46080, Espagne

COMMUNIST INTERNATIONALIST
(publication en langue hindi)

POB 25, NIT,
Faridabad 121 00.
Haryana, INDIA

INTERNACIONALISMO
venezuela@internationalism.org

INTERNATIONALISM
320 7th Ave. #211
Brooklyn, NY 11215, USA

INTERNATIONALISME
BP 94, 2600 Berchem/Anvers,
Belgique

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106,
10031 Stockholm, Suède

REVOLUCION MUNDIAL
Apartado de Correos 15-024,
C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico, Mexico

REVOLUTION INTERNATIONALE
Mail Boxes 153
rue Damrémont, 108 - 75018 Paris,
France

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 Napoli, Italie

WERELDREVOLUTIE
WR, PO BOX 339, 800 AH
GOUDA,
Pays-Bas

WELTREVOLUTION
Postfach 410308, 50863 Köln 41,
Allemagne

WELTREVOLUTION
Postfach 2216, CH-8026 Zürich,
Suisse

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, London WC1N
3XX,
Grande-Bretagne

WORLD REVOLUTION
(Australie)
oz@internationalism.org

Du fait des conditions politiques actuelles au Venezuela, la BP a été fermée. Nous demandons aux lecteurs d'envoyer leur courrier à la BP en Espagne ou par e-mail à venezuela@internationalism.org.

De même, la BP en Australie est momentanément suspendue. Nous demandons aux lecteurs d'envoyer leur courrier à la BP en Grande-Bretagne ou par e-mail à oz@internationalism.org.

BROCHURES DU CCI

Les publications peuvent être obtenues à nos réunions publiques et permanences, dans certaines librairies ou par versement (indiquant les publications ou abonnements souhaités) au compte 001-1810097-56 d'Internationalisme, BP 94, 2600 Berchem/Anvers (+2 euro pour les frais d'envoi)

Plate-forme et Manifeste du CCI
1,85

Ce n'est pas le communisme qui s'effondre, mais le stalinisme
1,85

Crise et décadence du capitalisme
1,85

Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital
4,50

Guerre du Golfe
1,25

La Gauche Communiste Britannique
(anglais) 7,00

La Gauche Communiste de France
6,00

La Gauche Communiste d'Italie
12,50

La Gauche Communiste de Russie
(anglais) 10,00

La Gauche Communiste Hollandaise
24,00

La terreur stalinienne: un crime du capitalisme, pas du communisme
3,00

Le trotskysme contre la classe ouvrière
2,50

Les syndicats contre la classe ouvrière
1,85

L'Etat dans la période de transition du capitalisme au communisme
2,00

Nation ou classe
1,85

Organisations communistes et conscience de classe
1,85

Russie 1917, début de la révolution mondiale
1,85

LIBRAIRIES QUI VENDENT LA PRESSE DU CCI

Anvers:
• "Groene Waterman" Wolstraat 7
• "Dierckxsens" Melkmarkt
Bruxelles:
• "La Borgne Agasse" rue Anoul 30, 1050
• "Aden" avenue Bréart 44, 1060
• "Aurora" Rue J.Volders, 1060
• "Press Shop"
Place De Brouckère, 1000 •

Gand:
• "De Brug" Phoenixstraat 1
• "De Brug" Rijnhovelaan 1
• "International Press Store"
Rooigemlaan 501
• "WALRY-Nieuwscentrum"
Zwijnaardsesteenweg 6

Liège:
• "Varia" rue des Mineurs 8
• "Pax" 4 place Cockerill
• "Livres aux Trésors" rue Sebastien Laruella 4

ANNÉE DARWIN



Le "darwinisme social" une idéologie réactionnaire du capitalisme

Les faits et causes qui ont permis à l'espèce humaine de parvenir à la civilisation constituent un des sujets qui ont le plus préoccupé les philosophes et penseurs au cours des siècles. Il ne s'agit rien de moins que de découvrir le moteur de l'histoire. En 1848, la parution du *Manifeste communiste* offre une vision révolutionnaire de la question, qui place l'homme et son activité, sur un plan social, au cœur du progrès historique. Cette vision ne peut évidemment satisfaire la nouvelle classe dominante, la bourgeoisie, qui vit avec enthousiasme la pleine ascension du système capitaliste. D'une part, cette ascension se fonde sur une idéologie particulièrement axée sur l'individualisme, et d'autre part, il est bien trop tôt pour la bourgeoisie de concevoir, même sur un plan strictement intellectuel, la possibilité d'un dépassement du capitalisme.

Quand onze ans plus tard, Charles Darwin publie le résultat de ses travaux sur l'évolution des organismes comme résultant de la sélection naturelle, il est dès lors tentant pour la bourgeoisie d'y trouver une piste d'exploration du développement des sociétés humaines qui serait basé justement sur des mécanismes de sélection des individus les plus adaptés. Cette tendance, que l'on regroupe sous le terme « darwinisme social » est toujours active aujourd'hui même si ses hypothèses restent largement encore à démontrer et si son postulat de départ, la lutte compétitive pour l'existence, sera rapidement écarté par Darwin lui-même pour ce qui concerne l'évolution de l'homme.(1)

Définition du « darwinisme social »

"Le darwinisme social est une forme de sociologie dont les postulats sont:

a) que, l'Homme faisant partie de la nature, les lois des sociétés humaines sont, directement ou presque directement, celles des lois de la nature;

b) que ses lois de la nature sont la survivance du plus apte, la lutte pour la vie et les lois de l'hérédité;

c) qu'il est nécessaire pour le bien-être de l'humanité de veiller au bon fonctionnement de ces lois dans la société.

Ainsi entendu, le darwinisme social peut être historiquement défini comme la branche de l'évolutionnisme qui postule un écart minimal, ou nul, entre lois de la nature et lois sociales, toutes deux soumises à la survivance du plus apte, et considère que ces lois de la nature fournissent directement une morale et une politique.

On distinguera deux formes différentes du darwinisme social. L'une d'inspiration individualiste, considère que l'organisme social de base est l'individu et que, sur modèle

d'une lutte entre individus d'une même espèce, les lois fondamentales de la société sont la lutte entre individus d'un même groupe, dont la lutte entre groupes ethniques (ou races) n'est que l'extension. L'autre, au contraire, d'inspiration holiste, considère que l'organisme social de base est la société, que le moteur de l'histoire est la lutte entre races, et que la lutte entre individus d'un même groupe est une loi secondaire, voire un fait préjudiciable à la survie de la race. (...)

Le darwinisme social individualiste se développe dès les années 1850 (donc avant même la parution de *L'origine des espèces*) et constitue une idéologie importante jusqu'aux années 1880(...) Il est la plupart du temps lié au laissez-faire économique, prône la non intervention de l'État (...) Le darwinisme social holiste, souvent ouvertement raciste, se développe surtout après 1880. Il prône la plupart du temps une intervention de l'État dans la société et une pratique protectionniste (protection économique, mais aussi protection de la race (...)) La pureté de la race est en danger" (2)

Le représentant le plus connu de cette idéologie est un contemporain anglais de Darwin, Herbert Spencer. Ingénieur, philosophe et sociologue, Spencer voit dans *L'origine des espèces* la clé qui permettrait de comprendre le développement de la civilisation, en partant du postulat selon lequel la société humaine évoluerait selon le même principe que les organismes vivants. Partant de cela, le mécanisme de la sélection naturelle décrit par Darwin serait totalement applicable au corps social. Spencer est un idéologue bourgeois bien ancré dans son époque. Fortement marqué par l'individualisme et l'optimisme propre à la classe dominante à l'époque où le capitalisme est en pleine expansion, il se laissera grandement influencer par les théories « à la mode », comme l'utilitarisme de Bentham. Plekhanov dira de lui que c'est un « anarchiste conservateur, un philosophe bourgeois. » (3) Pour Spencer, la société produit et forme des éléments brillants qui seront sélectionnés pour permettre à cette société de continuer à progresser. Décliné à partir de la théorie de Darwin, le concept de Spencer devient, appliqué à la société, la « sélection des plus aptes ».

Le darwinisme social, tel qu'il sera appelé bien après son exposé par Spencer, pose en principe la supériorité de l'hérédité sur l'éducation, c'est-à-dire la prépondérance des caractères innés sur les caractères acquis. Si les principes de la sélection naturelle sont effectivement à l'œuvre dans la société, il convient simplement de ne pas les entraver pour assurer le progrès social et la disparition à terme des « anomalies » comme la pauvreté ou les différentes inaptitudes.

Dans ses évolutions futures, le darwinisme social sera repris comme fondement de bien des positions et justifications

politiques dictées par les nécessités du développement capitaliste.

Aujourd'hui encore, la théorie d'Herbert Spencer continue à servir de caution pseudo scientifique à l'idéologie réactionnaire du winner et de la loi du plus fort.

Répercussions, conséquences et persistances idéologiques

Du strict point de vue scientifique, les travaux de Spencer inspireront des études plus ou moins variées, comme la crâniologie (l'étude de la forme et la taille du crâne, dont les résultats s'avèreront finalement arrangés), les tentatives de mesure de l'intelligence ou encore l'anthropologie criminelle avec la théorie du « criminel né » de Lambroso, dont les échos se font encore entendre aujourd'hui dans les sphères politiques bourgeoises quand il s'agit de détecter au plus tôt le futur criminel.

La prépondérance de l'inné conduit également Spencer à dessiner les contours d'une politique éducative dont les répercussions sont encore visibles dans le système scolaire primaire britannique, qui cherche à fournir à l'enfant un environnement propre à son épanouissement personnel, à ses propres recherches et découvertes, plutôt que de fournir un enseignement magistral susceptible de développer de nouvelles aptitudes. C'est également le fondement théorique qui sous-tend le concept d'« égalité des chances ».

Mais la descendance la plus réputée du darwinisme social réside avant tout dans l'eugénisme. C'est Francis Galton, cousin de Charles Darwin, qui pose les premiers concepts de l'eugénisme en suivant l'intuition sous-jacente de Spencer selon laquelle si la sélection naturelle doit conduire de façon mécanique au progrès social, tout ce qui l'entrave ne peut que retarder l'accession de l'humanité au bonheur. Plus simplement, Galton craint que les mesures d'ordre social que la bourgeoisie est amenée à prendre, la plupart du temps sous la pression de la lutte de classe, induisent à terme une dégénérescence globale de la civilisation.

Alors même que Spencer serait plutôt adepte du « laissez-faire », de la non intervention de l'État (un de ses ouvrages, paru en 1850, porte le titre *Le droit d'ignorer l'État*) Galton va préconiser des mesures actives pour faciliter la marche de la sélection naturelle. Il inspirera ainsi longtemps et plus ou moins directement des politiques de stérilisation des malades mentaux, la pratique de la peine de mort pour les criminels, etc. L'eugénisme est également toujours considéré comme

(suite à la p. 4)

NOS POSITIONS

■ Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible: socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

n La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

n Les régimes étatiques qui, sous le nom de "socialistes" ou "communistes", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

■ Depuis le début du XXème siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

■ Toutes les idéologies nationalistes, d'"indépendance nationale", de "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploitateurs.

n Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "démocratie", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

n Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis ouvriers, socialistes, communistes (les ex-"communistes" aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maotistes et ex-maotistes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "front populaire", "front anti-fasciste" ou "front unique", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

■ Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "officielles" ou "de base", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

■ Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

■ Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

■ La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale: le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

■ La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni "autogestion", ni "nationalisation" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes: le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

■ L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir" en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge

par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

■ La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

■ L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

■ Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

■ Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame **and successors** de la ligne des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1889-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la 3e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.